

**COMMUNE DE SERRIERES SUR AIN**  
**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS**  
**DU CONSEIL MUNICIPAL DU 12 FEVRIER 2015**

**N° 009-2015**

L'An deux mil quinze et le 12 février, le Conseil Municipal de la Commune de SERRIÈRES-SUR-AIN, dûment convoqué le 06 février 2015, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie de Serrières sur Ain sous la Présidence de Christian BARDET, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 11

Nombre de présents : 8

Nombre de votants : 8

Présents :

M. Christian BARDET, Maire, Marie-Claire VUILLERMOZ adjointe, Jean-Michel BOULMÉ, René PASSOT, Adjoints ; – Gérard PUPUNAT - Jérémy BATAILLE - Michèle FILLON - Sylvie LOISY

Excusés : Vincent DEROUBAIX - Catherine BARDET - Paul BOZONAT

Secrétaire de séance : Jean-Michel BOULMÉ

**OBJET : DELIBERATION PRESCRIVANT L'ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)**

Monsieur le Maire présente l'intérêt pour la commune de réviser son POS et la nécessité d'aller vers l'élaboration d'un plan local d'urbanisme (PLU). En effet,

**1 – Le POS actuel de la commune a été prescrit le 2 mars 1999 pour finalement être approuvé le 16 octobre 2001. Or, la législation en matière d'urbanisme a beaucoup évolué au cours de cette quinzaine d'années et est encore en cours d'évolution : il convient d'intégrer dans le projet de PLU ces dernières lois, notamment Grenelle, ALUR, LAAF et leur déclinaison en matière d'urbanisme, de logement et d'environnement notamment.**

**2- Des erreurs matérielles figurant dans ce POS et concernant, par exemple, une contradiction avec le schéma directeur d'assainissement existant antérieurement ont déjà dues être rectifiées, et des erreurs autres que matérielles sont également susceptibles d'exister dans le POS actuel,**

**3 - Il faudra intégrer la possibilité d'un développement économique de la commune autour du tourisme et du sport-nature,**

**4 - Il conviendra aussi d'examiner où sera située, dans les années qui suivront l'élaboration du PLU, la zone pouvant recevoir le siège de l'exploitation agricole dont le siège est actuellement dans le hameau de Merpuis.**

**5- En outre, le schéma directeur d'assainissement semble inadapté pour les hameaux de Sonthonnax le Vignoble et de Serrières sur Ain (Le Bourg), il devra faire l'objet d'un réexamen conjoint avec l'élaboration du PLU**

Monsieur le Maire présente l'intérêt pour la commune de mettre en œuvre une concertation relative à l'élaboration de ce plan local d'urbanisme en associant, pendant toute la durée de la procédure, les habitants et les associations locales.

**Après avoir entendu l'exposé du Maire, et en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité :**

- 1 - de prescrire l'élaboration du plan local d'urbanisme sur l'ensemble du territoire communal, conformément aux dispositions des articles L123-6 et suivants et R123-15 du code de l'urbanisme ;
- 2 - d'énoncer les objectifs poursuivis :
  - **Le futur PLU, document qui sera amené à remplacer notre POS actuel, sera mis en conformité avec l'évolution récente, et l'évolution en cours, de la législation en matière d'urbanisme**
  - **Les erreurs autres que matérielles susceptibles d'exister dans le POS existant seront rectifiées.**
  - **La possibilité d'un développement économique de la commune autour du tourisme et du sport-nature sera prise en compte,**
  - **La zone pouvant servir de siège à l'exploitation agricole sur Merpuis dans les années qui suivront l'élaboration du PLU sera redéfinie,**
  - **Le schéma directeur d'assainissement devra faire l'objet d'un réexamen conjoint avec l'élaboration du PLU.**
- 3 - de soumettre à la concertation (article L300-2 du code de l'urbanisme), pendant toute la durée de l'élaboration du projet, en associant les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées dont les représentants de la profession agricole, selon les modalités suivantes :
  - affichage de la présente délibération pendant toute la durée des études,
  - articles dans le bulletin municipal (le site Internet de la Commune étant actuellement hors d'usage suite à une cyber-attaque il pourra éventuellement être également utilisé s'il re-fonctionne ultérieurement ou quand la Commune sera dotée d'un nouveau site)
  - possibilité d'écrire au maire durant toute la procédure,
  - deux réunions publiques suivies de débats au minimum : au moins une pour la présentation du diagnostic et une autre sur le projet d'aménagement et de développement durable (PADD),
  - un dossier à la disposition du public avec les documents de travail validés disponibles en mairie,
  - un registre, destiné aux observations de toute personne intéressée, mis tout au long de la procédure à la disposition du public en mairie aux heures de permanences, lundi, mardi et vendredi de 14 h à 18 heures, (en cas d'absence prendre rendez-vous),
  - une exposition publique avant que le PLU ne soit arrêté ...
- 4 - d'associer les services de l'état conformément aux dispositions de l'article L123-7 du code de l'urbanisme ;
- 5 - de consulter au cours de la procédure, les personnes publiques prévues par la loi au titre des articles L123-8 et R123-16 du même code, si elles en font la demande et l'autorité environnementale ;
- 6 - de réaliser l'évaluation environnementale en tant que de besoin (article L121-10 du code de l'urbanisme) ;
- 7 - de consulter :
  - le centre régional de propriété forestière
  - la chambre d'agriculture
  - l'institut national de l'origine et de la qualité
  - la commission départementale de la consommation des espaces agricoles
  - l'autorité environnementale sur le PADD ;

- 8 - de charger un cabinet d'urbanisme de la réalisation de l'élaboration du plan local d'urbanisme et conjointement de conduire l'évaluation environnementale ;
- 9 - de donner autorisation au Maire pour signer tout contrat, avenant, ou convention de prestation ou de service nécessaires à la mise en œuvre de l'élaboration du plan local d'urbanisme ;
- 10 - de solliciter l'État, conformément au décret n° 83-1122 du 22 décembre 1983, pour qu'une dotation soit allouée à la commune pour couvrir en partie les frais matériels et d'études nécessaires à l'élaboration du plan local d'urbanisme ainsi que le conseil général pour l'attribution de la subvention octroyée désormais à ce même titre ;
- 11 - dit que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes, seront inscrites au budget de l'exercice considéré ;

Conformément aux articles L121-4 et L123-6 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- au préfet,
- aux présidents du conseil régional et du conseil général,
- aux présidents de la chambre de commerce et d'industrie, de la chambre de métiers et de la chambre d'agriculture,
- au syndicat mixte BUCOPA en charge du SCOT
- au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de programme local de l'habitat, au président de l'établissement public de coopération intercommunale CCRAPC

Conformément aux articles R123-24 et R123-25 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, et d'une mention dans un journal diffusé dans le département.

Ainsi fait et délibéré à Serrières sur Ain, les jours, mois et ans ci-dessus par les membres présents.

Serrières sur Ain, le 12 février 2015

Le Maire

Christian BARDET



Acte rendu exécutoire le  
Après notification du  
Le Maire  
C. BARDET



